

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21310 - 79ÈME ANNÉE

**Interview du président du PCR dans Etudes caribéennes :
«Après l'ère de la liberté en 1848 et l'ère de l'égalité en 1946, il
est temps d'ouvrir l'ère de la responsabilité à La Réunion» -4-**

Élie Hoarau : « A nous désormais d'ouvrir l'ère de la responsabilité »



Dans la dernière partie de son interview à Etudes caribéennes réalisée par Salim Lamrani, Elie Hoarau présente les principales problématiques à prendre en compte dans l'élaboration du projet, et rappelle également l'importance de « sortir de l'imitation de la consommation occidentale ».

Quelles sont les problématiques globales à prendre en compte dans l'élaboration de ce projet ?

EH : Le réchauffement climatique est une réalité indéniable. Nous commençons déjà à en subir les conséquences à La Réunion. Nous devons prendre donc un certain nombre de décisions qui contribuent à la réduction des émissions de gaz à effets de serre. Les énergies fossiles, par exemple, sont l'un des plus

grands émetteurs de ces gaz. Il faut donc en finir avec le tout-automobile et revenir à la voie ferrée le long de l'île, de Saint-Benoît à Saint-Joseph. Je suis heureux de constater que lorsque la Première Ministre a annoncé il y a quelques semaines que le gouvernement allait débloquer 100 milliards d'euros pour doter les grandes villes de France de RER, c'est-à-dire de voies ferrées, aussitôt la Présidente de la Région a écrit aux autorités pour que La Réunion soit sur la liste et qu'elle puisse bénéficier d'un système ferroviaire. Nous devons appuyer cette demande pour avoir un train à La Réunion et lancer une campagne de pétition, en accord avec elle.

Près de chez nous, en Afrique, il y aura bientôt 1,3 milliard d'habitants. Nous devons tenir compte de la mondialisation des échanges et être dans ce courant. En Afrique, 55 pays ont créé une zone de libre-

échange. Dans le même temps, en Asie, transcendant leurs différences idéologiques, des pays comme la Chine, le Japon et l'Australie ont créé une zone de libre-échange. Ces deux grandes zones, l'une à l'Est de La Réunion et l'autre à l'Ouest, ont passé des accords commerciaux. L'Océan Indien va devenir l'espace où les échanges mondiaux seront les plus importants. Nous devons nous intégrer dans ce grand courant et faire également bouger le droit commun qui, aujourd'hui, ne nous permet pas de nous y associer. Les accords commerciaux doivent obligatoirement passer par Bruxelles.

Je me souviens que lorsque j'étais député au Parlement Européen, je me suis adressé au commissaire européen chargé du commerce international. Je lui ai dit la chose suivante : « Vous passez des accords de partenariat économique avec les pays voisins de La Réunion — Madagascar, le Mozambique, l'Afrique du Sud, etc. — sans nous demander notre avis ». Il m'a répondu qu'il avait prévenu tous les États de l'Union européenne. La France était donc au courant. « Elle devait vous représenter parce que vous êtes un Département français. Si elle ne l'a pas fait, ce n'est pas de mon fait », m'a-t-il dit. Je suis donc allé voir la Ministre des Outre-mer de l'époque, Madame Girardin, pour lui dire qu'il était inadmissible que des accords soient signés en notre nom sans que l'on soit présent. Du coup, de nombreux produits entrent à La Réunion en vertu de ces accords de partenariat économique passés avec l'Europe et nous subissons cette réalité. Il est temps que nous nous occupions de cela.

La Réunion est trop dépendante de l'extérieur d'où elle importe la quasi-totalité des produits dont elle a besoin, ce qui pose un problème stratégique vital. Comment remédier à cela ?

EH : En effet, les voies maritimes sont susceptibles d'être bloquées un jour. C'est la raison pour laquelle, le projet global doit inclure un volet important relatif à l'autosuffisance, notamment alimentaire. Nous avons les moyens de subvenir à nos besoins alimentaires, sans toucher à la production cannière qu'il faut protéger. Il y a à La Réunion 8 000 hectares de terres en friche. Il y a une variété de riz hybride,

créée par des agronomes chinois, qui produit entre 10 et 12 tonnes de riz à l'hectare. Nous importons aujourd'hui 40 000 tonnes de riz par an. Le calcul est simple : avec 4 000 hectares de terres, nous résolvons le problème du riz et il restera 4 000 hectares pour la diversification.

Nous devons également sortir de l'imitation de la consommation occidentale. Quand nous étions enfants, nous mangions de la patate, du manioc et du songe, qui ont une valeur nutritionnelle bien meilleure que le riz que nous importons. Nous devons réhabiliter ces cultures.

De la même manière, l'autonomie énergétique est possible à partir du renouvelable : solaire, éolien, géothermie, hydraulique, biomasses ou énergie de la mer.

Nous devons nous mettre à l'abri des aléas internationaux et être autosuffisants. Durant la crise du Covid, certains bateaux ne rentraient plus dans nos ports. Aujourd'hui avec la guerre, certains bateaux ne viennent plus à La Réunion. Voilà ce que le projet global doit comporter. Il en va de notre responsabilité. Chacun doit apporter sa contribution, son idée, sa pierre à l'édifice, dans un esprit de consensus, dans un esprit d'avenir.

Notre jeunesse est désemparée, désorientée et ne croit plus en rien car elle n'a pas de perspectives. La jeunesse, c'est notre pays. Nos services de santé soulignent le nombre de cas de dépression et de tentatives de suicide chez la jeunesse. Il nous revient de donner une perspective d'espoir, une vision de l'avenir, à notre jeunesse. Voilà notre mission collective. Faisons un projet de développement qui protège la vie sur la planète. Tel est notre devoir.

Nous marquerons ainsi à notre manière l'histoire de notre pays. Quand les esclaves se sont révoltés, il y a eu le décret de 1848 qui a ouvert l'ère de la liberté. Nos anciens, avec Raymond Vergès et Léon de Lépervanche, ont bataillé pour avoir la loi de 1946 qui a ouvert, avec ses soubresauts et ses insuffisances, l'ère de l'égalité. A nous désormais d'ouvrir l'ère de la responsabilité.

(Fin)

Salim Lamrani

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Conséquence du capitalisme : juillet 2023 mois le plus chaud jamais enregistré

Selon les données diffusées hier, après le mois de juin le plus chaud jamais enregistré lui succède celui de juillet qui est de même nature. La température moyenne à la surface de la Terre a temporairement dépassé 1,5 degré de plus qu'en 1850, soit la limite fixée par l'Accord de Paris. C'est une des conséquences du capitalisme, responsable de l'utilisation massive d'énergies fossiles telles que le charbon et le pétrole dans les activités humaines.

Selon les données ERA5 du service Copernicus sur le changement climatique (C3S), financé par l'UE, les trois premières semaines de juillet ont été la période de trois semaines la plus chaude jamais enregistrée et le mois est en passe d'être le mois de juillet le plus chaud et le mois le plus chaud jamais enregistré.. Ces températures ont été liées aux vagues de chaleur dans de grandes parties de l'Amérique du Nord, de l'Asie et de l'Europe, qui, avec les incendies de forêt dans des pays comme le Canada et la Grèce, ont eu des impacts majeurs sur la santé des gens, l'environnement et les économies.

« Il ne faut pas attendre la fin du mois pour le savoir. À moins d'une mini-ère glaciaire au cours des prochains jours, juillet 2023 battra des records à tous les niveaux », a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

« Selon les données publiées aujourd'hui, juillet a déjà connu la période de trois semaines la plus chaude jamais enregistrée ; les trois jours les plus chauds jamais enregistrés ; et les températures océaniques les plus élevées jamais enregistrées à cette période de l'année », a déclaré M. Guterres aux journalistes au siège de l'ONU à New York.

« Pour de vastes régions d'Amérique du Nord, d'Asie, d'Afrique et d'Europe, c'est un été cruel. Pour la planète entière, c'est une catastrophe. Et pour les scientifiques, c'est sans équivoque : les humains sont à blâmer. Tout cela est tout à fait conforme aux prévisions et aux avertissements répétés. La seule surprise est la rapidité du changement », a déclaré M. Guterres.

Déjà +1,5 degré temporairement franchi

Le 6 juillet, la moyenne quotidienne moyenne mondiale de la température de l'air en surface a dépassé

le record établi en août 2016, ce qui en fait la journée la plus chaude jamais enregistrée, avec les 5 et 7 juillet juste derrière. Les trois premières semaines de juillet ont été la période de trois semaines la plus chaude jamais enregistrée. La température moyenne mondiale a temporairement dépassé le seuil de 1,5 ° Celsius au-dessus du niveau préindustriel au cours de la première et de la troisième semaine du mois (dans les limites de l'erreur d'observation). Depuis mai, la température moyenne mondiale à la surface de la mer est bien supérieure aux valeurs précédemment observées pour la période de l'année ; contribuant au mois de juillet exceptionnellement chaud. Il est extrêmement probable que juillet 2023 sera le mois de juillet le plus chaud et aussi le mois le plus chaud jamais enregistré, après le mois de juin le plus chaud jamais enregistré. Selon les données ERA5, le mois le plus chaud jamais enregistré était juillet 2019. Les données complètes ERA5 pour juillet seront disponibles et publiées par C3S dans son prochain bulletin mensuel le 8 août.

Il est extrêmement probable que juillet 2023 soit le mois de juillet le plus chaud et aussi le mois le plus chaud jamais enregistré, après le mois de juin le plus chaud jamais enregistré. Selon les données de l'ERA5, le mois de juillet et le mois les plus chauds enregistrés étaient juillet 2019. Les données complètes de l'ERA5 pour juillet seront disponibles et publiées par C3S dans son prochain bulletin mensuel le 8 août.

« Les conditions météorologiques extrêmes qui ont touché plusieurs millions de personnes en juillet sont malheureusement la dure réalité du changement climatique et un avant-goût de l'avenir », a déclaré le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, le professeur Petteri Taalas. « La nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre est plus urgente que jamais. L'action climatique n'est pas un luxe ».

L'OMM prévoit qu'il y a une probabilité de 98 % qu'au moins une des cinq prochaines années soit la plus chaude jamais enregistrée et une probabilité de 66 % de dépasser temporairement 1,5 °C au-dessus de la moyenne de 1850-1900 pendant au moins une des cinq années.

Cela ne signifie pas que nous dépasserons en permanence le niveau de 1,5 °C spécifié dans l'Accord de Paris qui fait référence à un réchauffement à long terme sur de nombreuses années.

Oté

Alon pa obliye, la lite lé global

Mézami lo pèp shagossien i sorte avoir in grande pèrte avèk la mor Mimose Furcy, la sèr Olivier Bancoult épi la fiye Rita Bancoult. Zot i koné nou lé fine anparl sa dopi inn-dé somenn.

Bande zoinal Maurice la anparl son déssé konm in pèrte konsidérab pou lo pèp Chagossien é mèm pou la Républik Maurice... Dann zoinal Le Mauricien i anparl Mimose konm la méyèr konésséz la kiltir shagossienne an partikilyé lo Séga Tambour rokoni par l'Unesco konm patrimoine immatèriel limanité an gran danzé.

Si mi anparl sa zordi biensir sé pars noute zoinal néna bon rolassion avèk bande déporté chagossien épi lo Groupe Réfizyé Chagos, sé pars nou téi koné bien Mimose la fine vnir issi la Rényon avèk son groupe séga tambour.

Si mi anparl ankor Mimose sé pars mwin la vi aèl Maurice na poin lontan kan in délégassion rényoné la parti pou lo sinkantième anivèrsèr la déportassion é konm èl ni konsidèr lo konba kiltirèl konm kékshoz inportan dann la lite lo pèp : shagoss pou lo rotour dann zot péi natal é in poin final pou lo kolonyalism GB, rényoné pou lo konba konte lo néo-kolonyal franssé san obliye bande pèp ankor viktime l'opression épi lésplaitassion.

In konba kiltirèl, sa i amenn in ranforsman lidantité in pèp, konm in fors pou la libéression é sa lé vré pou bande chagossien, pou bande paléstinien, pou nou rényoné, é toute bande pèp ankor dsou la bote in kolonyalism épi in linpèryalism é bande péi konmsa i manke pa in pé partou dsi la tèr.

Astèr sak mi di, é mi panss sé in vérité, sé ké la lite èl lé global é si èl lé kiltirèl, èl lé galman politik, ékonomik, sossyal, anvironemantal é dann okin ka mi parlré lo konba kiltirèl toussèl, konm la lite ékonomik toussèl ; osinona lo sossyal toussèl, épi anvironemantal toussèl pars si ni fé konmsa ni afébli anou é ni avanss pa la vitèss ni pouré avanssé é nou na poin léfikassité ni pouré avoir.

A bon antandèr salu.

Justin